Agissons ! le climat change

La lettre **aux élus** de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique

#9 Juin 2011

Retrouvez la lettre aux élus sur www.onerc.gouv.fr

A. Boutissou / MEDDTL

ÉDITO

Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, ministre du Développement durable

Il y a 10 ans, la loi reconnaissait le caractère de priorité nationale à la lutte contre l'intensification de l'effet de serre et la prévention des risques liés au changement climatique. Votée à l'unanimité elle créait également l'Onerc. Il nous a semblé particulièrement opportun de célébrer cet anniversaire dans un numéro dédié à l'outre-mer, eu égard à l'implication de Paul Vergès, président de l'Onerc, et des élus ultramarins dans la préparation et l'adoption de la loi du 19 février 2001.

En une décennie, le problème du changement climatique est devenu une préoccupation majeure des Français. L'Onerc, avec son travail d'information du public et des décideurs, est l'un des artisans de cette prise de conscience.

En cette année dédiée à l'outre-mer par le Président de la République, nous ne pouvons ignorer la menace que fait peser l'évolution du climat sur nos territoires ultramarins.

Riches d'une biodiversité remarquable, mais fragilisés par un développement rapide et parfois mal maîtrisé, ils méritent toute notre attention.

Cette lettre, diffusée à toutes les régions, départements et collectivités de France a pour objectif d'alerter sur les enjeux considérables auxquels est confronté l'outre-mer. ●

Olivier Chaité - MEDDTL

Les territoires d'outre-mer français sont quasiment tous situés dans des « points chauds de la biodiversité » mondiale.

ACTU | Zoom sur la biodiversité ultramarine

L'outre-mer français peut s'enorgueillir d'un environnement naturel exceptionnel. Ce capital fournit des éléments essentiels à la vie et à la prospérité des populations. Mais il est aujourd'hui menacé par le changement climatique.

L'outre-mer français est riche d'une biodiversité remarquable : il héberge 100 fois plus d'espèces de poissons d'eau douce, 60 fois plus d'espèces d'oiseaux et 26 fois plus d'espèces de plantes que la métropole. Ces écosystèmes naturels assurent des services essentiels aux populations, allant de l'alimentation (ressources halieutiques, sols fertiles...) au tourisme, en passant par la protection des côtes.

Mais ces territoires sont quasiment tous situés dans des régions très menacées et ayant déjà perdu près de 70% de leurs habitats naturels originels. C'est le cas des îles des Caraïbes, de l'océan Indien, de la Polynésie-Micronésie et de la Nouvelle-Calédonie.

Une grande vulnérabilité

Face au changement climatique observé et annoncé, la biodiversité ultramarine apparaît particulièrement vulnérable. Des phénomènes de blanchissement des récifs coralliens, dus au réchauffement de l'océan, ont été observés en Nouvelle-Calédonie.

Parmi les perturbations attendues et redoutées, le relèvement du niveau de la mer, qui menace les milieux côtiers, mais aussi l'acidification de l'eau, qui met en péril tous les animaux marins à structure calcaire et donc l'ensemble des chaînes alimentaires marines.

En Polynésie française, la dégradation des communautés récifales risque d'affecter des paysages à la renommée mondiale et de rendre les îles plus vulnérables à la hausse du niveau de la mer.

Sécheresses et évènements extrêmes

Sur la biodiversité terrestre, les facteurs directs les plus déterminants seront les longues sécheresses estivales et les événements extrêmes (tempêtes et cyclones, cf. vrai/faux p.2), d'autant plus dévastateurs que les milieux auront été simplifiés et fragilisés.

La préservation et la restauration de la biodiversité des écosystèmes naturels sont plus que jamais des enjeux cruciaux. Car c'est elle qui, demain, nous permettra de nous adapter au changement climatique.

en savoir +
www.developpement-durable.gouv.fr/adaptation

p. 2 Focus | Coralie NOËL, ministère de l'outre-mer — Vulnérabilité de l'outre-mer

p. 3 Interview | Paul VERGÈS, président de l'Onerc — Les 10 ans de l'Onerc

p. 4 Expérience locale | Déclaration des maires de Polynésie française sur le changement climatique

Clés

Récifs coralliens

Les récifs coralliens français et leurs lagons couvrent 57 557 km², soit environ le double des surfaces des terres émergées qu'ils entourent.

Polynésie française

La Polynésie française est composée de 118 îles, dont 67 habitées : 34 îles volcaniques et 84 atolls protégés d'une barrière de corail.

Forêt guyanaise

La forêt guyanaise couvre 8 millions d'hectares, c'est-à-dire le tiers du couvert forestier français. Elle est gérée à 90% par l'Office national des forêts (ONF) et le parc amazonien de Guyane.

Projet européen Epoca

Depuis le début de la révolution industrielle, un tiers du CO_2 émis a été absorbé par les océans, ce qui a contribué à faire baisser le pH des océans (on utilise le terme d'acidification).
Le projet européen Epoca (*European Project on Ocean Acidification*) a pour objectif d'étudier les conséquences biologiques, écologiques et sociétales de l'acidification des océans.
+ http://www.epoca-project.eu

FOCUS | Vulnérabilité de l'outre-mer

L'outre-mer face au changement climatique

L'activité économique de l'outre-mer est intimement liée à la valorisation des ressources naturelles. Celles-ci sont aujourd'hui menacées par l'augmentation des températures et de l'acidité des océans, mettant en cause l'équilibre de ces territoires.

Coralie NOËL,
chef du département de l'écologie, du logement, du développement et de l'aménagement durables à la délégation générale à l'outre-mer,
membre du conseil d'orientation de l'Onerc

Cheick Saidou / MAAPRAT

Le changement climatique impactera toute la planète, mais certains territoires, notamment l'outre-mer, y seront plus vulnérables.

Situés dans trois océans et dans les deux hémisphères, de la zone équatoriale à la zone polaire, les territoires d'outre-mer sont d'ores et déjà davantage exposés que la métropole aux phénomènes climatiques extrêmes. Les risques naturels sont l'un des trois obstacles à leur développement économique, avec l'éloignement géographique et la petite taille de leurs marchés.
L'accroissement de la population des territoires d'outre-mer, leur géographie, leur dépendance à la mer, en particulier pour leur subsistance, ont amené une densification du littoral. Face à l'élévation du niveau de la mer et à l'érosion côtière, la protection des personnes et des biens prend donc un relief particulier.
Le développement économique de l'outre-mer repose sur la valorisation des ressources naturelles. La richesse de la biodiversité est le socle tant de la pêche que du tourisme, ainsi que de futurs développements en matière de recherche et d'innovation, alors même que les pressions qu'elle subit aujourd'hui (pollution, surexploitation des ressources, dégradation des habitats naturels…) seront aggravées demain par les changements climatiques.
La préservation de la biodiversité est donc un enjeu important. L'Initiative française pour les récifs coralliens (Ifrecor), lancée en 2000 par les ministères de l'Outre-mer et du Développement durable, est l'un des outils de cette préservation. Une réflexion est engagée pour mettre en place, dès 2012 et sur le même modèle, une Initiative française pour la biodiversité en outre-mer (Ifrebiom).

Stratégies locales d'adaptation

Même si beaucoup reconnaissent l'imprécision des connaissances sur l'ampleur des changements climatiques et de leurs conséquences, et si les données manquent encore plus s'agissant de l'outre-mer, les enjeux déjà identifiés doivent inciter à l'action. D'ailleurs, la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement de juillet 2009 recommande la mise en place en outre-mer de stratégies locales d'adaptation aux conséquences du changement climatique. Les régions d'outre-mer sont d'ores et déjà engagées dans l'élaboration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie. Et les collectivités d'outre-mer se mobilisent, comme le montre la déclaration des maires de Polynésie adoptée en août 2010.
Enfin, dans le cadre de l'initiative UE-Pacifique, l'Union européenne a engagé, en mars 2011, un plan d'action avec le Forum des îles du Pacifique.

IDÉES REÇUES | Changement climatique et outre-mer

vrai

Le réchauffement de l'océan menace les coraux

Les coraux des mers chaudes vivent en symbiose avec des algues microscopiques qui leur procurent de l'oxygène et des nutriments et dont les pigments donnent la couleur au corail. L'élévation de la température de l'eau de mer induit une trop forte activité des algues qui sont alors expulsées par le corail qui devient blanc et meurt, si cette situation se prolonge.

faux

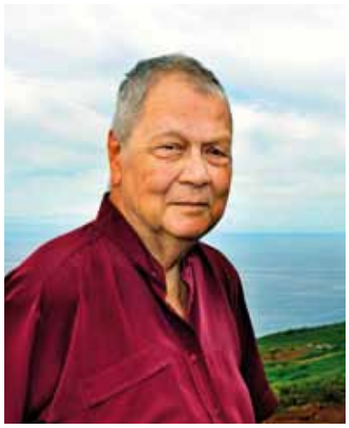
Le changement climatique amènera plus de cyclones

Les résultats des projections restent incertains pour ce qui concerne le nombre total de cyclones.
Mais ils indiquent une augmentation de leur intensité liée à une augmentation faible du pic de vent et à une augmentation plus forte des précipitations associées.

INTERVIEW | Paul VERGÈS

10e anniversaire de la création de l'Onerc

L'environnement est une source de préoccupation constante dans l'action de Paul Vergès. Président de l'Onerc et de l'Agence régionale de l'énergie Réunion (Arer), il soutient activement le développement des énergies renouvelables sur l'île.



L'adaptation au changement climatique passera par des milliers de décisions

Pourquoi avoir proposé le projet de loi portant création de l'Onerc en 2001 ?

Cette idée m'est venue du rapprochement entre les avertissements issus de la science et mon expérience personnelle. En effet, d'une part, dans les années 1990, les messages des chercheurs sur le changement climatique se faisaient de plus en plus clairs et assurés. Et, d'autre part, dans ma vie d'élu local et d'habitant d'une île, j'ai été très directement concerné par les phénomènes naturels, y compris dans leur variabilité ou leurs manifestations violentes.

Dans une île plus qu'ailleurs, on peut ressentir notre dépendance à la nature et les limites des ressources naturelles.

J'ai vécu des catastrophes ou simplement des épisodes climatiques difficiles, et j'ai constaté souvent que les liens ne sont pas assez forts entre les résultats de la recherche et les décisions politiques.

La loi du 19 février 2001 créant l'Onerc fut novatrice en plaçant l'observation des effets du changement climatique dans une perspective d'action politique. Cette idée est née outre-mer mais elle intéressait tout le territoire national.

Ce que je voudrais surtout saluer ici, 10 ans après, c'est l'intelligence collective des enjeux qui s'est exprimée de manière exceptionnelle en 2001 : car c'est à l'unanimité que cette loi fut votée, tout d'abord au Sénat, puis à l'Assemblée nationale.

Comment mobiliser tous les acteurs de la société ?

En conférant le statut de priorité nationale à la lutte contre l'effet de serre, la loi de 2001 a donné un signal de mobilisation, en vue d'une action de très long terme. Car l'adaptation au changement climatique passera par des milliers de décisions d'individus ou d'organisations au long des décennies à venir.

Nous sommes encore dans une période de prise de conscience. L'effort actuel de formation et d'information est intense et je pense qu'il commence à porter ses fruits. Il déclenche une évolution des esprits et des comportements vers plus d'harmonie avec la nature, ce qui contribuera à l'adaptation mais aura aussi des effets positifs dans de nombreux autres domaines.

Quel a été le rôle de l'Onerc au cours de ces dix années ?

L'observatoire n'a cessé de sensibiliser sur cette question et de mettre à disposition de tous, élus, administrations, entreprises, les outils nécessaires pour traiter l'adaptation : par l'organisation de colloques, par ses rapports annuels et ses publications, par la diffusion d'informations via son site internet.

Il a fait avancer la recherche de solutions pour aider les territoires à affronter dans les meilleures conditions les impacts du changement climatique. Le défi actuel est de parvenir à ce que ces préoccupations – avec la dose d'incertitudes inhérentes au sujet – soient intégrées, prises en compte, à chaque fois que s'élaborent des politiques sectorielles ou territoriales ; ceci se concrétise avec la réalisation du plan national d'adaptation, des schémas régionaux et des plans climat-énergie territoriaux.

Télex

Année des outre-mer : le programme

Retrouvez le programme des manifestations de 2011, année des outre-mer sur :

+ www.2011-annee-des-outre-mer.gouv.fr/

Année des outre-mer : une exposition itinérante

Organisée dans cinq départements en même temps (Mayotte, Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane), l'exposition conçue par le ministère du Développement durable présente la réalité multiple des outre-mer. A travers dix-sept panneaux, elle aborde cinq grandes thématiques :

- l'énergie ;
- les villes durables ;
- les espèces protégées ;
- le patrimoine nature ;
- les risques naturels.

L'exposition est présentée dans les DREAL, certaines prévoyant de la mettre à la disposition d'autres services déconcentrés : DRAAF, préfectures...

Bilan du Grenelle de la Mer

+ www.legrenelle-environnement.fr/Rapport-d-etape-2009-2010.html

Récifs coralliens

Depuis juillet 2009, et pour deux ans, la France assure le secrétariat de l'Initiative internationale sur les récifs coralliens (ICRI), conjointement avec Monaco et les Samoa.

+ www.ifrecor.org/

Impacts

La canne à sucre affectée

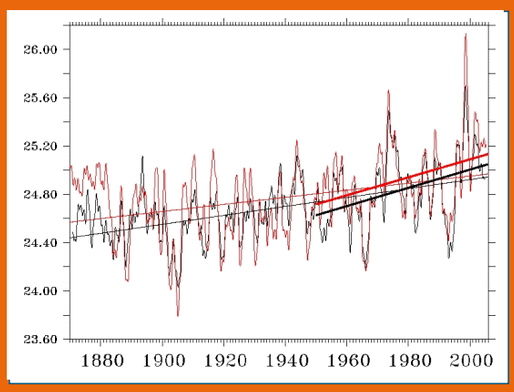
En Guadeloupe, les simulations révèlent que, parmi les cultures d'exportation, c'est la canne à sucre qui serait la plus affectée par le changement climatique dès 2020-2049. En revanche, le changement climatique pourrait offrir de nouvelles potentialités agricoles, notamment en culture vivrière (plantes à tubercules).

L'aspect environnemental le plus délicat concernerait la dégradation des sols à cause de la perte en matière organique.

+ http://w3.avignon.inra.fr/projet_climator/

Indicateur : variations de la température de surface de la mer en Nouvelle-Calédonie

Données évaluées sur un carré de 2° de longitude par 2° de latitude centré sur la Nouvelle-Calédonie et filtrées sur 25 mois. Le réchauffement des températures est très net avec une augmentation prononcée au cours des dernières décennies. Les années les plus chaudes depuis 1970 correspondent aux phénomènes La Niña de 1974-75, 1985, 1988, 1996, 1998 et 2002.



Source : Institut de recherche pour le développement (IRD)

EXPÉRIENCE LOCALE | **Polynésie française**

Changement climatique : les maires se mobilisent

Les 48 maires de Polynésie française, représentant les cinq archipels (Société, Tuamotu, Gambier, Australes, Marquises), soit une surface océanique de cinq millions de km², engagent une action commune et signent une déclaration sur le changement climatique.

Olivier Chatté / MEDDTL

« Les maires assument un rôle de proximité dans l'atténuation et l'adaptation face au changement climatique ».

C'est un évènement à l'échelon politique local : 48 maires polynésiens ont adopté une *Déclaration des communes de la Polynésie française sur le changement climatique*, à l'occasion du XXIIe congrès des communes de Polynésie française (Punaauia, Tahiti, 2 au 5 août 2010).

Déjà des bouleversements inquiétants

Inquiets du réchauffement climatique et de ses conséquences sur les îles et atolls polynésiens, les élus ont pris soin de rappeler les premiers bouleversements déjà observés sur l'écosystème et la biodiversité : érosion des sols, du littoral et de la barrière récifale ; élévation du niveau de la mer ; acidification des lagons ; blanchissement du corail ; intensification et multiplication des phénomènes climatiques extrêmes ; bouleversement des saisons et du calendrier de la pêche et de l'agriculture.

Notre pays est l'un de ceux qui souffrira le plus du réchauffement

« Notre pays est au nombre de ceux qui ont contribué le moins au changement climatique mondial et à l'élévation du niveau de la mer, mais qui fait partie de ceux qui souffriraient le plus des effets de ces phénomènes », déplorent-ils.

Conscients de l'importance de leur rôle, notamment auprès des citoyens, les maires se sont engagés, à leur niveau, à prendre en compte la lutte contre l'effet de serre et l'adaptation au réchauffement climatique. Une démarche qui concerne en particulier les secteurs de l'énergie, des transports et qui implique des actions de formation et de sensibilisation tant des élus que des populations locales.

Enfin, les élus, réaffirmant la nécessité d'inscrire leur action dans le cadre d'un effort mondial, ont sollicité l'aide de la France et de l'Union européenne et décidé de porter leur déclaration devant les Nations unies.

en savoir +
www.outre-mer.gouv.fr

En bref

Vulnérabilité et adaptation au changement climatique

Un atelier de travail s'est tenu le 26 janvier 2011 à l'hôtel de région de La Réunion, intitulé *Vulnérabilité et adaptation au changement climatique*. La région Réunion participe aussi au projet Acclimate sur l'adaptation au changement climatique des pays de la commission de l'océan Indien. Une étude de vulnérabilité de ces pays est en cours, le projet visant à définir un plan régional d'adaptation. Acclimate a aussi lancé un concours « 100 photos pour l'adaptation au changement climatique » début 2011.

+ http://photos.acclimate-oi.org/

Sensibilisation de la jeunesse wallisienne

Une semaine de sensibilisation, intitulée *Le climat se dérègle : à nous de jouer !* a été organisée à Wallis du 24 au 27 novembre 2009. Au programme : projections de films, expositions, débats. Cette manifestation, destinée à informer la jeunesse wallisienne sur le changement climatique, a rassemblé plusieurs centaines de participants.

Lutte contre l'érosion des côtes de La Réunion

Les cordons littoraux sableux bordent une partie du littoral occidental de l'île de La Réunion, depuis Saint-Paul jusqu'à Étang-Salé. L'action répétée de la houle fait régulièrement reculer le trait de côte. L'Office national des forêts (ONF) a réalisé des plantations de filaos et de chocas pour stabiliser ces dunes. Plus à l'intérieur des terres, les dunes de sables éoliens d'Étang-Salé ont également été reboisées.

+ www.onf.fr

ONERC | **L'observatoire et l'outre-mer**

L'Onerc a participé à l'organisation de deux colloques importants en outre-mer.
Le premier, organisé avec le conseil général de la Martinique, à Fort-de-France en décembre 2006, avait pour thème *Changement climatique, la Caraïbe en danger*.
Le second s'est tenu à La Réunion, en juillet 2008, avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et le conseil régional de la Réunion, dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, sur *L'Union européenne et l'outre-mer, stratégies face au changement climatique et à la perte de biodiversité*.
L'Onerc apporte également un soutien technique à l'Initiative française sur les récifs coralliens (Ifrecor) pour la mise en place d'observatoires du changement climatique.
Enfin, le rapport 2011 de l'Onerc au Premier ministre et au Parlement traitera de l'outre-mer face au changement climatique.

en savoir +
www.onerc.gouv.fr
www.ifrecor.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE, DE LA RURALITÉ ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le climat change, agissons !

Édité par l'Onerc
Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement
La Grande Arche, Paroi Nord
92055 La Défense Cedex
Tél. : 01 40 81 99 89

Directeur de la publication : Paul Vergès
Rédacteur en chef : Nicolas Bériot
Comité de rédaction : Vincent Bourcier, Michel Galliot, Pauline Morin, Maryline Loquet
Rédaction : Maryline Loquet, Anne Baron, Michel Galliot, Younous Omarjee

Réalisation : MEDDTL/SG/DICOM/DIE
Réf. : DICOM-DGEC/LET/11007-Juin 2011
Imprimé en France, sur papier certifié écolabel européen
Dépôt légal : juin 2011 - ISSN : 2106-8445
Abonnement courriel à : onerc@developpement-durable.gouv.fr
Consultez les précédentes lettres sur
www.onerc.gouv.fr, rubrique « Publications sur le changement climatique / Lettres de l'Onerc »

Ce numéro de la ***Lettre de l'Onerc*** a été réalisé en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire.
La photo en page 2 est issue de la photothèque du MAAPRAT : http://photo.agriculture.gouv.fr/